

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 8 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

131, Route de Boissières
30620 Uchaud

Références : 2025-07-
Code AIOT : 0006605728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté 131, Route de Boissières Puech de Bole 30620 Uchaud.

L'objet de la visite est de vérifier la présence, à moins de 200 m des installations de la déchetterie, d'une réserve d'eau d'au moins 120 m3 destinée à l'extinction conformément aux prescriptions de l'article 1.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-017 du 14 février 2025 et de la lettre préfectorale de suites du 3 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- 131, Route de Boissières Puech de Bole 30620 Uchaud
- Code AIOT : 0006605728 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle (CCRVV) a été autorisée par déclaration du 9 mars 2004 (récépissé de déclaration n°042.046N) à exploiter la déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole», parcelle n°25/AL, sur la commune d'Uchaud (30620), au titre de la rubrique 2710-2, sur une superficie de 2360 m2.

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la CCRVV a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.147N du 7 octobre 2014, l'autorisant à exploiter la déchetterie d'Uchaud sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1a (déchets dangereux) pour un tonnage maximal de 10 tonnes, et sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 b (déchets non dangereux) pour un volume maximal de 244 m3.

Une déclaration pour l'ajout d'une benne supplémentaire de 30 m3 de déchets non dangereux de mobilier a été effectuée en date du 11/07/2024, pour laquelle la preuve de dépôt n°A-4-GG9CMGUJX a été délivrée à l'exploitant.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-017-DREAL autorisant la poursuite de l'exploitation de la déchetterie d'Uchaud par la CCRVV lui a été délivré en date du 14 février 2025 pour compléter la défense contre l'incendie de la déchetterie d'une réserve d'eau d'au moins 120 m3 pour répondre à ses besoins actuels en eau d'extinction, selon l'évaluation du SDIS du Gard.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Il a été constaté l'absence de plan de défense contre l'incendie et de réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie, dispositions applicables sur cette déchetterie depuis le 1er juillet 2024. L'exploitant s'est engagé à les réaliser sous 2 mois et à transmettre les documents afférents au SDIS et à l'inspection dans le même délai, ce qui fera l'objet d'un contrôle documentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 14/02/2025, article 1.4.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater la présence à moins de 200 m des installations de la déchetterie d'une réserve d'eau destinée à l'extinction d'un volume total de 180 m³ constituée d'une bâche souple de 120 m³ complétant la citerne existante de 60 m³, répondant ainsi aux prescriptions de l'article 1.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-017-DREAL du 14 février 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2025, article 1.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de moins de 200 m des installations. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Cette disposition s'applique à compter du 30 juin 2025 ;- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence d'une réserve d'eau destinée à l'extinction constituée d'une bache souple de 120 m³ équipée d'une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter. Cette réserve d'eau est clôturée d'un grillage et disposée à gauche de l'entrée de la déchetterie, de l'autre côté de la citerne métallique de 60m³ existante qu'elle vient compléter. L'accès à sa prise de raccordement se fait par l'intérieur de la déchetterie.</p> <p>L'exploitant a transmis la facture datée du 31/05/2025 de cette bache incendie attestant qu'elle présente le volume minimal de 120 m³ nécessaire pour couvrir les besoins actuels de la déchetterie en eau d'extinction selon l'évaluation du SDIS du Gard dans son avis rendu en date du 12/01/2025.</p> <p>Ces constats sont conformes aux dispositions de l'article 1.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-017-DREAL du 14 février 2025.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 1 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE



Bâche incendie de 120 m3.jpg



Citerne 60 m3 existante.jpg